

La renaissance du système éducatif indonésien

Par Philippe Grangé,

Directeur de l'Institut Universitaire de l'Asie-Pacifique
Université de La Rochelle

Bref historique du système éducatif en Indonésie

L'Indonésie, indépendante depuis 65 ans, a dû bâtir son système éducatif à partir d'une page blanche, ou presque. L'administration coloniale des Indes néerlandaises ne se préoccupait guère de la formation des indigènes, pour des motifs liés à l'exploitation coloniale elle-même : les Indes néerlandaises devaient essentiellement fournir des denrées agricoles (épices, café, thé, etc.) et des matières premières. L'archipel demeurait intentionnellement sous-industrialisé, constituant un marché protégé pour les produits manufacturés de la métropole. Il suffisait donc de former un nombre réduit de cadres indigènes, relais entre l'administration et la population. Cette politique ne diffère guère d'autres politiques coloniales, par exemple celle de la France en Indochine. Toutefois, les Indes néerlandaises se caractérisent par la mise en place tardive d'un système éducatif ouvert aux indigènes, et limité à une très faible proportion des enfants et adolescents.

En 1893, sous la pression de l'opinion publique métropolitaine, le gouvernement colonial instaura deux modèles d'écoles primaires à l'intention des Indigènes, l'un orienté vers la formation des fils de *priyayi* (courtisans et hauts-fonctionnaires des Sultans), et proposant des poursuites d'études en écoles semi-professionnelles, et l'autre destiné à l'alphabétisation de masse, avec des enseignants moins bien formés, et n'offrant pas de perspectives de poursuite d'études.

En 1923, seuls 6,5 % du budget des Indes néerlandaises étaient consacrés à l'enseignement (y compris l'enseignement pour enfants occidentaux). Les étudiants indigènes étaient peu nombreux à bénéficier d'une bourse pour étudier aux Pays-Bas – une trentaine en 1908 selon NIEL (1984 : p.50) – comparés au

nombre de bourses allouées par la France et surtout le Royaume-Uni aux étudiants de leurs colonies respectives. Si bien qu'en 1923, on ne comptait aux Indes néerlandaises que 3 % d'autochtones parmi les docteurs en droit, 6 % parmi les médecins, 1,5 % parmi les ingénieurs en travaux publics selon ANGOULVANT (1926 : p.186). Les grandes entreprises installées tardivement, au début du XX^e siècle, à Java manquaient d'ingénieurs, de cadres et surtout de médecins. Les déficits budgétaires chroniques et la crise de 1929 expliquent en partie les médiocres résultats de la scolarisation : à Java en 1930, on estime qu'entre 9 et 15 % des hommes de 15 ans et plus savaient lire, et seulement 1 à 3 % des femmes ; et 178 jeunes autochtones étudiaient dans l'enseignement supérieur, cf. CRIBB (2000 : p.41) et RICKLEFS (1993 : p.203).

Ainsi, à l'issue de l'occupation des Indes néerlandaises par le Japon de 1942 à 1945, puis de la guerre d'indépendance de 1945 à 1948, la jeune République d'Indonésie ne disposait que d'une poignée d'établissements d'enseignement supérieur, et d'un réseau très insuffisant d'écoles et d'établissements d'enseignement secondaire. L'illettrisme était massif, les infrastructures manquaient, des milliers d'enseignants devaient être formés, tout était à construire.

Au moins, le choix de la langue nationale apparaissait comme une évidence. Les hollandais n'essayèrent jamais d'imposer leur langue, le malais demeurant la *lingua franca* de l'archipel. Au contraire, les administrateurs coloniaux apprenaient le malais, et parfois le javanais, avant leur départ vers les Indes néerlandaises. Le malais, désormais nommé *bahasa Indonesia* (langue indonésienne), présentait l'avantage de n'appartenir à aucune ethnie en particulier ; il aurait été politiquement maladroit d'imposer le javanais, langue de l'ethnie la plus nombreuse (à Java central et

Intro

La collection Repères de Campus France a pour objet de donner la parole aux « penseurs de la mobilité » en France et dans le monde.

Ce nouveau numéro, édité à l'occasion de la journée Indonésie et des Assises de la coopération franco-indonésienne pour l'enseignement supérieur, en octobre 2012, observe plus particulièrement l'évolution du système indonésien d'enseignement supérieur.

est), et il y a intercompréhension avec le *bahasa Malaysia* de Malaisie.

L'indonésien est aujourd'hui parlé par environ 230 millions d'indonésiens sur une population de 250 millions ; seules les personnes âgées et rurales le maîtrisent mal. C'est la langue de l'administration, des médias et de l'enseignement. Les nombreuses langues régionales sont toujours pratiquées dans l'archipel, mais à Jakarta un nombre croissant d'enfants ont l'indonésien pour seule langue maternelle.

Le défi démographique

La population indonésienne est la quatrième du monde (après la Chine, l'Inde et les États-Unis), atteignant 250 millions de personnes (estimation 2012). Même si le taux de fécondité a spectaculairement chuté à 2 enfants par femme, de concert avec l'accession de millions de familles à la classe moyenne, un effet d'inertie continuera à faire augmenter la population indonésienne, qui devrait plafonner à 290 millions en 2050. Aujourd'hui 58 % des indonésiens ont moins de 25 ans ; l'Indonésie compte environ 60 millions de jeunes en âge scolaire (entre 5 et 18 ans). Les filles fréquentent l'école autant que les garçons, et sont mêmes légèrement majoritaires dans l'enseignement supérieur. Autant dire que pour la République d'Indonésie, le défi n'est pas de financer les retraites, mais de former ses jeunes générations.

Le pari de l'alphabétisation de masse est gagné. Selon les chiffres du gouvernement indonésien, moins de 2 millions d'indonésiens âgés de 15 à 44 ans sont analphabètes, cf. *Badan Pusat Statistik* (2012). Deux goulets d'étranglement demeurent, que depuis une décennie le gouvernement indonésien tente de desserrer : les ruptures scolaires entre le primaire et le secondaire en milieu rural ou urbain pauvre, et la faible proportion d'une classe d'âge accédant à l'université. L'accès à l'enseignement supérieur, limité par sa capacité d'accueil, favorise les lycéens urbains mieux préparés au concours d'entrée, et opère une sélection supplémentaire par l'argent en raison des frais d'inscription élevés. L'Indonésie ne compte actuellement que 4,8 millions d'étudiants, soit seulement 20 % des classes d'âge 19-23 ans. Si l'on inclut les Masters et Doctorats, 23 % des jeunes entre 19 et 30 ans fréquentent ou ont fréquenté l'enseignement supérieur. Le pays manque d'ingénieurs, de cadres, de comptables... mais aussi de techniciens qualifiés. A titre de comparaison, en France, 53 % d'une classe d'âge a accès à l'enseignement supérieur, et 46 % en sort avec un diplôme. Si l'Indonésie poursuit au même rythme son émergence économique (plus de 6 % de croissance du

PIB ces dernières années, à peine impactée par la crise mondiale), ce sont bientôt des millions d'étudiants supplémentaires qu'il faudra former dans ce pays. Des partenariats internationaux, sous diverses formes, seront indispensables pour accompagner cet essor.

L'organisation du système éducatif

Après l'alphabétisation des masses, priorité des années 1950-1990, le nouveau défi pour le système scolaire indonésien est d'améliorer la qualité de l'enseignement. L'éducation a été fort négligée sous le long règne du Général Suharto (1967-1998), si ce n'est la création d'écoles primaires rurales, conçues aussi comme un vecteur d'unité pour la nation. Depuis la démocratisation de l'Indonésie, acquise à la toute fin du XX^e siècle, et le spectaculaire redressement économique amorcé il y a une dizaine d'années, le gouvernement a placé l'éducation parmi ses priorités. La gratuité des écoles, collèges et lycées publics a été instaurée. Il reste des frais modestes, mais encore significatifs pour les familles pauvres : uniformes, fournitures, frais de transport. Les bourses d'excellence, pour tous les cycles d'enseignement, sont destinées à soutenir les enfants doués mais socialement défavorisés.

La qualité de l'enseignement hors des grandes villes reste préoccupante : il manque parfois des enseignants, la pédagogie est basée sur l'apprentissage par cœur, et les savoirs dispensés sont à la fois pléthoriques et émiettés. Les établissements publics citadins sont plus privilégiés, et logiquement ce sont leurs élèves qui réussissent les concours d'accès aux universités publiques. Les établissements publics ne sont pas sectorisés, ils sélectionnent leurs élèves. La course au bon collège, au lycée réputé, à l'université prestigieuse, est une préoccupation permanente pour les familles indonésiennes.

Depuis les lois de décentralisation des années 2002-2004, la compétence sur les écoles, collèges et lycées a été transférée aux collectivités territoriales. Les programmes scolaires restent la prérogative du Ministère de l'Education, mais les concours de recrutement d'enseignants sont provinciaux. Les enseignants titulaires sont assez correctement payés, mais les nombreux enseignants auxiliaires ou "honoraires", très peu rétribués, doivent occuper un second emploi pour ne pas stagner sous le seuil de pauvreté. Ils risquent fort de ne jamais devenir fonctionnaires ; un enseignant auxiliaire dans un petit archipel nous a confié : « *Je ne lis jamais rien, les journaux arrivent avec une semaine de retard, mon cerveau se ramollit. Plus les années passent, moins j'ai de chances de réussir le concours.* »

Points forts et points faibles de l'enseignement supérieur

Pendant les années de dictature du Général Suharto, la priorité était l'armée ; l'éducation recevait un budget équivalant à 2 % du PIB. Les universités étaient exsangues et les campus les plus remuants furent opportunément relocalisés en lointaine banlieue. Les universitaires, faute d'un salaire décent, devaient occuper plusieurs postes, l'un (de référence) dans une université publique, l'autre ou les autres dans des universités privées. Il va de soi que les activités de recherche relevaient de l'héroïsme.

En 2009, la loi a fixé le budget de l'éducation à 20 % du PIB ; les universités publiques indonésiennes sont en train de se métamorphoser. L'optimisme des universitaires fait désormais écho à celui des milieux économiques, qui regardent avec confiance les atouts de l'Indonésie. Les défis à relever sont pourtant encore nombreux. Les universités prestigieuses sont presque toutes concentrées dans l'île de Java. La capacité d'accueil des 52 universités publiques et 20 « instituts polytechniques » (équivalent IUT) étant limitée, de nombreuses universités privées ont été créées dans la dernière décennie. Au nombre de 380 aujourd'hui, elles sont pour la plupart très rentables, adaptant leurs programmes aux attentes du marché du travail, une souplesse que n'ont pas les grandes universités publiques, toujours très académiques. Certaines universités privées ont un niveau douteux ; le ministère de l'éducation indonésien y met bon ordre, en évaluant régulièrement les accréditations, et a récemment interdit les diplômes préparés à distance.

La tension sur les effectifs a incité les universités publiques, dont les plus grandes sont désormais totalement autonomes, à imiter le privé en augmentant substantiellement les droits d'inscription, et en ouvrant des voies d'accès parallèle officielles qui accueillent les étudiants ayant échoué de peu au concours d'entrée, moyennant un tarif fortement majoré. Certains programmes de Master particulièrement recherchés exigent des droits d'entrée exorbitants, jusqu'à 300 millions de roupies (25 000 €). Cette tendance haussière atteindra bientôt ses limites, puisque le « marché » de la formation est ouvert à la concurrence internationale. L'inflation des droits d'inscription pourrait même se retourner contre les établissements de l'archipel : 84 000 étudiants indonésiens se trouvent actuellement à l'étranger, un effectif en forte croissance. Il est désormais possible de démontrer à un étudiant privé indonésien qu'il ne coûtera pas beaucoup plus cher à sa famille s'il part étudier en France, puisque le

coût réel de sa formation sera financé en quasi-totalité par l'État français.

Les grandes universités publiques accueillent des effectifs considérables¹ et leurs facultés sont plutôt cloisonnées, d'où la difficulté à innover dans la transdisciplinarité. Les études supérieures sont organisées comme suit :

- Concours national d'entrée (post-diplôme d'études secondaires)
- Strata 1 (S1) : Licence en 4 ans (niveau M1)
- Strata 2 (S2) : Master en 2 ans
- Strata 3 (S3) : Doctorat en 3 ans

Il est maintenant possible d'effectuer un S1 en 6 ou 7 semestres (*fast track*). En revanche, il est exceptionnel d'achever une thèse en seulement trois ans. La thèse de Doctorat est un processus complexe et très formel, avec des séminaires obligatoires, des examens, deux soutenances... Les universités offrent aussi des diplômes en 2 ou 3 ans (D2, D3), qui en principe ne donnent pas accès à une poursuite d'études supérieures. Ces diplômes D2-D3 sont un peu plus professionnalisants que les S1-S2, et la pratique des stages en entreprise tend à se généraliser dans tous les curricula.

Les universités sont fortement intégrées à la vie de la cité ; les universitaires font parfois carrière dans la politique, interviennent dans les médias, fondent des entreprises ou proposent leurs services de consultants, ce qui est autorisé. Les missions statutaires des universitaires indonésiens sont non seulement l'enseignement et la recherche, mais aussi le social (au bénéfice des populations de la région) : recherche appliquée, micro-entreprises, formation technique...

Sur les 160 000 enseignants du supérieur, 60 000 ont un grade inférieur au Master ; ils sont généralement « assistants » (donc non titulaires). Les docteurs sont minoritaires, surtout dans les petites universités. La volonté politique est de rehausser ces niveaux de qualification vers le Master ou le Doctorat. Le Ministère de l'Éducation et de la Culture, et particulièrement le DIKTI (Direction de l'Enseignement Supérieur), dispose depuis peu de budgets à la mesure de cette ambition. Les bourses sont donc prioritairement accordées à des enseignants du supérieur, plutôt qu'à des étudiants en formation initiale. Une partie de ces bourses est destinée à préparer un diplôme à l'étranger (l'objectif annuel de 800 bourses d'études à l'étranger semble difficile à atteindre) ; plusieurs universités françaises forment actuellement certains de ces boursiers dans le cadre du programme franco-indonésien DDIP (*Double-Degree Indonesia-Perancis*) piloté par l'Institut Français d'Indonésie.

1- On compte plus de 55 000 étudiants à Universitas Indonesia (Jakarta) et Universitas Gadjah Mada (Yogyakarta) ; 40 000 à Universitas Padjadjaran (Bandung).

Le classement des universités indonésiennes dans les divers palmarès internationaux et asiatiques est modeste : les universités indonésiennes sont handicapées dans ces évaluations par la faible visibilité de leur recherche, en termes de publications et citations internationales. En effet, la recherche indonésienne, outre les universités, est fragmentée entre plusieurs instituts nationaux : recherche technologique et appliquée, recherche fondamentale, recherche agricole, le tout sous l'égide de deux ministères. Une situation finalement peu exotique vue de France. La recherche dans les universités est, depuis peu, soutenue par le gouvernement indonésien, au travers de programmes d'équipement, d'allocations pour séjour dans un laboratoire étranger et de primes. En revanche, les instituts nationaux sont moins bien lotis, leurs chercheurs percevant désormais des rémunérations inférieures de moitié à celles des universitaires. Globalement, la recherche ne reçoit que 0,1 % du PIB indonésien, un des taux les plus bas de la zone Asie-Pacifique. Manifestement, la priorité gouvernementale est actuellement l'enseignement et la formation plutôt que la recherche.

La mobilité étudiante

Dans le monde industriel ou académique indonésien, le prestige d'un diplôme étranger procure un avantage certain pour l'intégration professionnelle ou la carrière universitaire. Les diplômes européens sont particulièrement prisés, car l'on connaît le haut niveau d'exigence académique des établissements européens, la qualité équivalente des universités publiques dans un même pays, et surtout l'absence de but lucratif.

Dans les années 1980, l'Indonésie était l'un des rares pays d'Asie du Sud-Est à entretenir de bonnes relations avec l'Occident. La coopération française y était très significative ; par l'implantation de bureaux représentant des structures de recherches (Institut de Recherche pour le Développement, École Française d'Extrême Orient, CIRAD...) et surtout par l'octroi de bourses de l'enseignement supérieur. Beaucoup d'anciens Boursiers du Gouvernement Français sont aujourd'hui à des postes de responsabilités dans les universités ; pour ne citer qu'un exemple, évoquons le Professeur Mohammad Nuh, actuel Ministre de l'Éducation et de la Culture.

Le budget de ces bourses fut dans les années 1990 réorienté vers d'autres pays d'Asie, et lors de la grave crise économique de 1998 qui entraîna la chute de Suharto et l'avènement de la démocratie, la France diminua drastiquement sa coopération avec

l'Indonésie, sans doute pas au moment le plus opportun. Assez récemment, les pouvoirs publics français ont pris conscience du poids économique de l'Indonésie émergente, et de son rôle affirmé dans l'ASEAN. Toutefois, beaucoup reste à faire pour que le quatrième pays du monde par sa population suscite un intérêt durable en France, la seule puissance occidentale dont les dirigeants ne visitent guère l'Indonésie.

Les 84 000 étudiants indonésiens se trouvant à l'étranger (dont 3 125 boursiers du gouvernement indonésien) sont actuellement plus de 21 000 à Singapour, 16 500 en Australie, 13 600 en Malaisie, certes géographiquement proches. Ces étudiants, en grande majorité privés, sont presque 7 000 aux États-Unis, 3 300 en Allemagne, 2 100 au Japon et autant aux Philippines, 1 500 aux Pays-Bas, 1 250 au Royaume-Uni.

Seuls 510 étudiants indonésiens sont inscrits dans les universités françaises¹ en 2011, représentant 0,2 % de l'ensemble des étudiants étrangers accueillis dans notre pays ; ou 356 étudiants selon les données du Ministère indonésien. Leur effectif est en constante augmentation grâce aux efforts du Ministère de l'Éducation indonésien, de l'Institut Français d'Indonésie et de Campus France. On conviendra que la marge potentielle de progression est considérable, ne serait-ce que pour les étudiants privés.

D'après diverses discussions avec les étudiants indonésiens, et des contacts lors du Salon de l'Étudiant (*European Higher Education Fair*) de Jakarta, l'enseignement supérieur français a certes bonne réputation, mais est considéré comme difficile d'accès et bureaucratique. On cite par exemple l'absence de réponses de la part des universités contactées (pour les téméraires qui veulent se passer de l'assistance de Campus France), ou le délai incompréhensible entre le succès aux examens et la délivrance du diplôme (une attestation de réussite n'a aucune valeur pour les entreprises et administrations indonésiennes). L'obstacle principal est d'ordre linguistique : la demande est forte pour des formations en anglais, et la perspective de devoir apprendre une langue aussi ardue que le français décourage la plupart des jeunes indonésiens, sauf s'ils fréquentent déjà les cours de langue française dispensés par les centres de l'Institut Français d'Indonésie. Les droits d'inscription des universités françaises sont désormais inférieurs à ceux qui sont pratiqués en Indonésie, ce qui peut surprendre, voire susciter une certaine méfiance ; il convient d'expliquer que l'État subventionne équitablement les étudiants français et étrangers.

1- Une centaine d'étudiants étant quant à eux inscrits dans des établissements privés.

L'Indonésie accueille en 2011 un peu plus de 8 000 étudiants étrangers. Les programmes d'échanges d'étudiants, dans le cadre de conventions de coopérations entre universités françaises et indonésiennes, restent confidentiels. En 2011, 64 étudiants français ont étudié au moins un semestre dans une université indonésienne ou réalisé un stage en entreprise en Indonésie. En effet, seules trois universités françaises proposent l'enseignement de l'indonésien : l'INALCO, La Rochelle et Le Havre. Sur les 779 bourses du gouvernement indonésien, les *Darmasiswa*, 13 ont été attribuées à des étudiants français.

En dépit de l'absence de liens historiques entre la France et l'Indonésie, la langue et la culture françaises y sont appréciées. Bien que les programmes scolaires du secondaire n'imposent que l'anglais, les autres langues étrangères pouvant être enseignées avec les moyens propres de l'établissement, pas moins de 400 lycées proposent des cours de français. Onze universités publiques offrent des programmes en Licence et Master de langue et littérature française, outre des cours de français dans une dizaine d'autres établissements d'enseignement supérieur publics ou privés. Avec les quatre centres de l'Institut Français d'Indonésie (à Jakarta, Bandung, Yogyakarta et Surabaya) et quatre Alliances françaises, ce sont environ 7 000 étudiants indonésiens qui apprennent le français, un nombre en progression régulière. De plus, l'animation culturelle riche et novatrice proposée par les centres en fait de puissants pôles d'attraction, même pour les non-francophones, dans de grandes métropoles où les événements culturels sont relativement rares.

Le programme PHC « *Nusantara* », franco-indonésien, permet d'amorcer des programmes bilatéraux. Une douzaine de programmes de recherche bilatéraux entre l'Indonésie et la France sont en cours, financés à parts équitables. En somme, pour le monde de l'enseignement et de la recherche indonésien, l'assistance financière étrangère n'est plus une nécessité. Les universités indonésiennes savent mettre en œuvre des partenariats financièrement équilibrés, et c'est avant tout l'expertise et l'expérience du partenaire étranger qui est souhaitée.

En conclusion, le système éducatif indonésien est en pleine mutation, en pleine renaissance peut-on dire, entraîné par le développement de ce grand pays émergent. Au-delà des efforts quantitatifs imposés par sa démographie particulièrement jeune, l'Indonésie met désormais l'accent sur la qualité de la formation, en commençant par l'enseignement supérieur et la recherche. La priorité est donnée à la qualification des enseignants du supérieur, avec des moyens financiers considérables : ce sont des milliers d'enseignants qui doivent obtenir un Master ou un Doctorat, si possible à l'étranger. Au-delà, un nombre bien plus important d'étudiants privés recherchent des formations de qualité à l'étranger. Les programmes de recherche internationaux sont également encouragés, et financés à parts égales. Des Espaces Campus France ont été récemment ouverts dans de grandes villes indonésiennes, outre la capitale ; le moment est venu pour les universités françaises de faire fructifier leur bonne réputation en Indonésie, en nouant des partenariats ambitieux.



◆ Biographie

Philippe Grangé



Philippe Grangé, né en 1962, est passionné de l'Indonésie depuis que le hasard l'a envoyé en 1982 à Bandung comme volontaire international (ex-VSNA).

Successivement instituteur, enseignant de français en collège, agrégé de Lettres Modernes, enseignant de français langue étrangère, il est titulaire d'un doctorat portant sur *Temps et aspect en indonésien*.

Maître de conférences en linguistique et indonésien à l'Université de La Rochelle, il dirige l'Institut Universitaire Asie-Pacifique - Université de La Rochelle. Il coordonne la maîtrise d'œuvre d'un programme de coopération décentralisée entre la CdA de La Rochelle et la ville de Kendari (Célèbes Sud-Est, Indonésie)

Ses thèmes de recherche actuels sont « Syntaxe et sémantique de l'indonésien » et « Langues Centrales-Malayo-Polynésiennes ».

◆ Bibliographie

- **ANGOULVANT, Gabriel (1926)**
Les Indes néerlandaises - leur rôle dans l'économie mondiale,
Paris : Le Monde Nouveau.
- **Badan Pusat Statistik [Bureau Central des Statistiques] (2012)**
<http://www.bps.go.id/>, consulté le 09-09-2012.
- **BJORK, Christopher (2005)**
Indonesian Education - Teachers, Schools, and the Central Bureaucracy,
New York : Routledge.
- **CRIBB, Robert (2000)**
Historical Atlas of Indonesia,
London : Curzon Press.
- **NIEL, Robert van (1984)**
The emergence of the Modern Indonesian Elite,
Leiden : KITLV.
- **RICKLEFS, M. C. (1993)**
History of Modern Indonesia since c. 1300,
London : MacMillan.

Directeur de la publication

Antoine Grassin, Directeur général Campus France

Comité de rédaction

Mathilde Mallet, Adjointe au Directeur, Département de la Promotion et de la Valorisation de l'Enseignement Supérieur

Véronique Mathelin, Chargée de mission, Service Formation et Coordination des Espaces

Anne Benoit, Directrice des Etudes et de la Communication

Édition

Anne Benoit
anne.benoit@campusfrance.org

Réalisation : Studio Boss - Paris

Impression, diffusion : Graphoprint - Paris

Agence Campus France

28 rue de la Grange aux Belles
75010 Paris
www.campusfrance.org

Les Repères Campus France sont imprimés sur papier PEFC-FSC issu de forêts gérées durablement.

Octobre 2012

ISSN 2117-8569

